

**Séance ordinaire du
vendredi 3 novembre 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trois novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Henri DE VERBIZIER ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Gérard LANNELONGUE ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON.

Absents :

Robert BEAUFILS, Alex LARUE.

**PARC MONTCALM
Ouvrages hydrauliques**

**Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier**

Monsieur le premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Le schéma d'aménagement pluvial du bassin versant du Lantissargues sur la commune de Montpellier, élaboré en 2003 et actualisé en 2008, a montré que la majorité des collecteurs drainant ce bassin versant avait une capacité hydraulique d'occurrence de 2 à 5 ans. Afin de réduire la fréquence des inondations et la vulnérabilité au risque inondation des personnes et des biens sur ce bassin versant, le schéma directeur prévoyait des aménagements pour supprimer les débordements jusqu'à une crue décennale et limiter les nuisances en cas de pluies supérieures.

Les aménagements consistaient en:

- un recalibrage général du réseau pluvial entre la route de Lavérune et le rond-point des Prés d'Arènes,
- l'aménagement de bassins de rétention sur le secteur de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI).

Plusieurs travaux de recalibrage du réseau ont été effectués au fil du temps, notamment lors de la construction de la Ligne 2 du tramway de Montpellier. Les travaux réalisés concernent le secteur de l'avenue Pedro de Luna jusqu'au franchissement de la plateforme ferroviaire, pour un montant de 18,95 M€ T.T.C.

En complément et pour ne pas aggraver les débits vers l'aval sur la commune de Lattes, jusqu'à une crue centennale, le volume des bassins écrêteurs situés en aval de l'autoroute A709 (bassins de Saporta) a été porté à près de 100 000 m³ en 2008 dans le cadre du chantier de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez.

L'aménagement projeté aujourd'hui sur le parc Montcalm consiste en la mise en œuvre de 7 bassins d'écrêtement des crues du Lantissargues. Cet aménagement s'inscrit dans le cadre de la restructuration urbaine de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie, friche militaire de 35 hectares située en secteur urbain dense, à proximité du centre historique. Le mode d'aménagement retenu pour sa partie constructible est celui de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC).

Le projet d'aménagement du parc Montcalm, situé hors ZAC, est conçu par la superposition de trois enjeux :

- Le paysage, notamment par le maintien et la création d'alignements d'arbres,
- Les usages de loisirs et sportifs,
- L'hydraulique, par des bassins d'écrêtement des crues.

Les bassins de rétention sont donc dimensionnés et conçus pour intégrer ces multiples fonctions. Ils permettront d'améliorer la protection contre les inondations du Lantissargues par l'écrêtement des débits de crue, ainsi que la gestion des eaux pluviales supplémentaires générées par le projet de ZAC.

Alors que les ouvrages hydrauliques du projet de ZAC feront l'objet d'un dossier de déclaration Loi sur l'eau, il apparaît que le contexte réglementaire a évolué récemment pour l'aménagement des besoins d'écrêtement. Ainsi, le décret « digues » n°2015-526 du 12 mai 2015, a introduit la notion « d'aménagement hydraulique » qui conduit à des obligations nouvelles pour les propriétaires et gestionnaires publics des ouvrages hydrauliques, notamment les bassins d'écrêtement des crues.

Cette notion « d'aménagement hydraulique » est précisée à l'article R 562-18 du Code de l'environnement. Cet article stipule que « cet ensemble d'ouvrages est défini par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations eu égard au niveau de protection, au sens de l'article R. 214-119-1, qu'elle ou il détermine, dans l'objectif d'assurer la sécurité des personnes et des biens ». Cette notion place désormais la zone à protéger au cœur du dispositif. En contrepartie de ces obligations renforcées pour les collectivités, leur responsabilité sera déchargée pour tout événement naturel qui dépasserait le niveau de protection associé à l'aménagement hydraulique.

En conséquence et dans le cadre de cette nouvelle réglementation, c'est la Métropole qui sollicitera Monsieur le Préfet de l'Hérault pour obtenir l'autorisation de réaliser les bassins d'écrêtement des crues du Lantissargues qu'elle aura préalablement défini et pour lequel elle aura déterminé le niveau de protection associé.

La conception des bassins, qui seront à ciel ouvert, permet de ne pas aggraver le risque sur la zone protégée même en cas de défaillance. En effet, si les bassins ne remplissaient pas leur fonction, les conditions d'inondation seraient similaires à celles de la situation avant aménagement.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole, afin de maîtriser les risques et de maintenir le niveau de protection de l'aménagement hydraulique sont donc relativement limitées. Ces mesures sont les suivantes :

- mise en œuvre d'un programme annuel d'entretien des ouvrages,
- mise en œuvre de consignes de surveillance, dont notamment la surveillance du risque d'embâcles pouvant obturer les ouvrages de régulation,
- diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Montpellier afin de lui permettre d'actualiser si nécessaire le Plan Communal de Sauvegarde. A noter toutefois, que le Parc Montcalm et l'accès aux bassins devront être fermés au public en cas d'annonce de crue.

Les ouvrages dont la fonction première est d'être des équipements de loisirs et sportifs ouverts au public seront réalisés par la SA3M dans le cadre de la concession d'aménagement confiée par la Ville de Montpel-

lier. A l'issue des travaux, ces ouvrages seront rétrocédés à la Ville de Montpellier par l'aménageur.

Cependant ces ouvrages ayant également une fonction hydraulique et Montpellier Méditerranée Métropole étant compétente en matière de lutte contre les inondations, la Métropole sera donc bénéficiaire de l'autorisation administrative et assurera la surveillance des ouvrages.

En effet, au titre de son autorisation administrative, Montpellier Méditerranée Métropole sera gestionnaire des ouvrages hydrauliques, comme précisé par les consignes de surveillance et d'exploitation, la Ville de Montpellier assurant la gestion au quotidien des équipements sportifs et paysagers communaux.

A ce titre, une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation et la gestion des ouvrages hydrauliques dans le parc Montcalm entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier doit être délibérée et signée pour préciser les modalités de réalisation et de gestion des ouvrages à mettre en service.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation et la gestion des ouvrages hydrauliques dans le parc Montcalm entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le maire de la Ville de Montpellier, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité.

Pour : 58 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 6 novembre 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention
- Délibération exécutoire

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.